

## Drogue : 135 parlementaires réclament une commission d'enquête

Article rédigé par *Communiqué*, le 30 juin 2006

À l'heure où la dépénalisation des drogues est de nouveau évoquée à gauche ("Appel du 18 joints", programme du PS...), 135 parlementaires de la droite et du centre ont décidé, aux côtés de l'association Parents Contre la Drogue, de se mobiliser contre la banalisation des drogues et le financement, sans contrôle, des associations de prévention et "d'accompagnement" des toxicomanes.

L'action de certaines de ces associations, subventionnées par l'État, se révèle incitative (cf. le Journal des drogués heureux de l'association Auto support des usagers de drogue.)

Résolument opposés à la distribution, financée par les contribuables, de "kits" pour se "droguer propre" à des jeunes non toxicomanes, les 135 parlementaires réclament la création d'une Commission d'enquête parlementaire consacrée au coût et aux résultats réels de la politique dite de "réduction des risques" suivie depuis vingt ans en matière de toxicomanie.

Si celle-ci a permis de nombre d'overdoses et de cas de Sida, cette politique consistant notamment, sous couvert de lutte contre les "pratiques à risque", à maintenir les toxicomanes dans leur dépendance par la mise à disposition de "kits" (seringues, pailles, conseils pratiques) et la prescription de "drogues de substitution" (méthadone, Subutex...) n'a, en revanche, eu aucun effet sur la consommation de drogue, en hausse constante.

De même, le Subutex (qui vient d'être classé comme stupéfiant par le ministre de la Santé) est aujourd'hui devenu le troisième médicament le plus remboursé par la Sécurité sociale, un tiers de ce même Subutex servant au trafic de rue. L'État doit-il continuer de se comporter en dealer ?

Comme l'immense majorité des Français, les 135 parlementaires sont hostiles à toute forme de dépénalisation des drogues.

Ils réclament aussi d'être informé, et de pouvoir informer les Français, par le biais d'une Commission d'enquête, sur les sommes allouées chaque année aux associations bénéficiaires, et à l'utilisation qui en est faite.

Le sevrage et la diminution du nombre de toxicomanes doivent redevenir l'objectif. Plutôt que la "réduction des risques", ne serait-il pas temps, dans l'intérêt de la jeunesse, de se tourner vers la "prévention des risques" ?

Jean-Paul GARRAUD

député de la Gironde, membre de la Commission des Lois

Gisèle GAUTIER

Sénateur de la Loire-Atlantique

Serge LEBIGOT

Président de l'association Parents Contre la Drogue

Bruneau RETAILLEAU

Sénateur de la Vendée

Pour en savoir plus :

Parents Contre la Drogue

Gauche pétard, par Raphaël Stainville

Drogue-Danger-Débat

D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage